



## CAP locale mouvement complémentaire A 17 janvier 2014

### Déclaration liminaire des élu(e)s CGT

L'Austérité avec un grand A est de mise à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Dans une espèce d'aveuglement mathématique sur les contraintes budgétaires, aucune réflexion globale n'est envisagée sur l'ensemble de la grille. Ainsi, depuis 2000, un cadre C à l'échelle 6 a perdu 280,00 €, un cadre B 334 €, un cadre A 625 € .

Le seul message de ce gouvernement comme des précédents est de :

- travailler davantage,
- avec moins de moyens,
- avec plus d'objectifs parfois absurdes,
- avec une pression omniprésente,
- et tout cela pour un salaire de plus en plus faible.

Cette politique se solde par des difficultés dans le « vivre ensemble au bureau » , des collègues sont en maladie pour des raisons directement induites par les conditions de travail. Nous tenons une nouvelle fois à tirer le signal d'alarme sur la dégradation des conditions de vie des agents de tous grades exacerbée par le manque de moyens et les difficultés pour à mener à bien les missions.

Si les salaires sont un des éléments importants de la vie sociale, les emplois le sont tout autant.

- des emplois, parce qu'ils conditionnent la qualité du Service Public et du service rendu au public.
- des emplois parce qu'ils sont la garantie de l'égalité de traitement de tous les citoyens devant l'impôt.
- des emplois pour lutter efficacement contre la fraude fiscale,
- des emplois pour une meilleure qualité de vie au travail.

Force est de constater que le compte n'y est toujours pas en 2014. 11 emplois sont supprimés dans les Hautes Pyrénées ; 130 en l'espace de onze ans. A cet égard, les dernières annonces présidentielles visant à engager une nouvelle phase austéritaire, nous font craindre le pire.

Les possibilités d'absorption des suppressions d'emploi par des réorganisations de service ou des abandons de mission, souvent discutables, n'existent plus, et vous le savez fort bien.

Les personnels les plus consciencieux et les plus attachés au service public sont découragés, amers, démotivés et parfois désespérés. N'attendons pas un « syndrome France Télécom » pour agir et réagir.

Pour la CGT, nous ne nous contentons pas d'affirmer haut et fort qu'il faut lutter contre le chômage, nous exigeons la création immédiate d'emplois autofinancés par la lutte encore plus efficace contre les 80 milliards de fraude fiscale.

La CGT mettra tout en oeuvre, dans l'unité la plus large, pour faire en sorte que les personnels s'expriment de la manière la plus forte pour exiger un véritable changement de cap .

#### Les élu(e)s CGT en CAP locale n°1.

*Valérie Massip  
Jean Louis Délas  
Jean Louis Preuilh  
José Navarro.*